

10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne, ou son espace).....	50 cent.
RÉCLAMES (— d —) 3 ^e page.....	1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

Il faut des « sanctions » dit M. Wilson. — L'armistice est prolongé. Erzberger a parlé de la « loyauté » toutonne ! Il affirme la disette allemande. Ses paroles sont démenties par les faits et par ses compatriotes. Réservons notre pitié pour de meilleures causes. — Acta non verba. De grâce, qu'on permette la résurrection industrielle et commerciale du pays.

La réception du Président américain a été enthousiaste. Nous ne reviendrons pas sur les détails de cette réception qui ont été donnés par la presse quotidienne. Il nous paraît simplement intéressant de souligner un seul mot du toast de M. Wilson.

M. Poincaré ayant déclaré que la noble conscience du Président prononcerait sur les forfaits allemands qu'il pourra bientôt apprécier par lui-même, M. Wilson a répondu : « Il faudra des sanctions et ces sanctions ne consisteront pas seulement en flétrissures ; l'humanité entière restera avertie qu'aucun peuple ne pourra oser de pareils outrages sans encourir la certitude d'un juste châtiement. »

Nous disions récemment : depuis les 14 principes énoncés, les événements ont marché, ils ont dû modifier l'état d'esprit de M. Wilson. C'est fait. Aux trois conditions : restitutions, réparations, garanties, M. Wilson en ajoute une quatrième : SANCTIONS. C'est d'une élémentaire équité.

Le 6 décembre dernier, le Vorwärts impudent écrivait : « L'Allemagne est sans faute ». Si elle est sans faute, il ne saurait y avoir de sanctions. Mais si elle a accumulé les crimes les plus monstrueux, les sanctions sont nécessaires. M. Wilson va juger et apprécier. Nous sommes sans inquiétude sur son verdict.

L'armistice est prolongé jusqu'au 17 janvier.

Erzberger a profité de la discussion qui s'est déroulée à Trèves pour attester que le gouvernement allemand a « loyalement » rempli les engagements qu'il avait assumés. Ce qualificatif produit une singulière impression lorsqu'il se trouve dans la bouche d'un Allemand. Le Boche nous a si fortement convaincu que sa félonie est insupportable que cet accablement monstrueux loyauté allemande écorche nos yeux et nos tympanes !

Nos ennemis ont rempli la plus grande partie de leurs engagements non par loyauté, mais par peur du gendarme. Cela ne se discute pas. Pourtant, sur un point, au moins, ils ont fait preuve d'une évidente mauvaise volonté : celui relatif à la livraison du matériel roulant (5.000 locomotives et 150.000 wagons). C'est à peine si 5.000 wagons ont été livrés aux Alliés pendant la période allant du 11 novembre au 15 décembre.

Pour justifier ce retard, Erzberger prétend que l'Allemagne a besoin de son matériel pour ravitailler le pays et qu'au surplus les Germains « verront à très bref délai l'épuisement des vivres disponibles à être répartis dans la population. »

Cette affirmation est-elle l'expression de la vérité ? Si nous en croyons un journaliste compétent M. Oetelshofen — qui, pendant la guerre, a publié plusieurs études sur le ravitaillement de l'Allemagne — la situation est fortement exagérée par M. Erzberger. M. Oetelshofen s'exprimait, récemment, ainsi dans la Gazette de Cologne :

« Aujourd'hui aussi, après l'armistice, il y a en Allemagne plus de vivres qu'il n'en faut pour nourrir la population, si, en réduisant notre bétail de rapport, nous restreignons la concurrence que les animaux font à l'homme. »

« Nous avons rentré une bonne récolte moyenne de céréales et de pommes de terre. A elle seule, la récolte de céréales à pain, non compris l'orge et l'avoine, doit être évaluée à 12 millions de tonnes au moins, qui nous donneront environ 10 millions de tonnes de farine, ce qui représente 500 grammes de pain — par tête et par jour. »

« D'après les rapports des journaux, la récolte de pommes de terre a été estimée, dans les diverses régions de l'Allemagne, entre 12 et 24 tonnes à l'hectare. Admettons un rendement moyen de 14 tonnes à l'hectare (ou 3.500 kilos pour un arpent prussien). Avec une superficie cultivée de 3.400.000 hectares, nous arrivons à une récolte d'environ 47 millions et demi de tonnes.... »

« De même, nous n'avons plus besoin d'employer aux fabrications de guerre la majeure partie de notre abondante production de sucre. Elle atteint cette année 1.800.000 tonnes, alors que notre consommation, en temps de paix, ne s'élevait qu'à 1.200.000. Si donc nous interdisions l'exportation, nous pourrions manger moitié plus de sucre qu'en temps de paix, et tripler ainsi notre ration du temps de guerre. »

Lorsque Erzberger prétend que l'Allemagne va mourir de faim « si les Alliés retardent l'importation des produits alimentaires », il ment. La vérité est que nos ennemis voient dans le blocus et la livraison du matériel roulant deux conditions ruineuses pour leur commerce extérieur qu'ils voudraient reprendre sans délai pour reconquérir les alliés sur le marché mondial.

Ceux qui douteraient encore de l'impudence de nos ennemis n'ont qu'à lire le radiotélégramme suivant, que deux boches notoires, actuellement en Espagne, expédiaient de Madrid, le 6 décembre, à son excellence Erzberger :

« H. ancien représentant à Paris de l'usine G..., complètement au courant des conditions économiques de France et ayant de précieuses relations dans la grande industrie, et O..., ancien professeur à l'Institut de Paris, et ayant la meilleure connaissance du monde savant, croient de leur devoir de mettre à la disposition de leur patrie leur exacte connaissance de la psychologie du peuple français, au cas où l'intérêt de la patrie le demanderait. »

Espérons que si ces deux boches reviennent à Paris après la signature de la paix, ils se réservent quelques... mécomptes !

Nous serions donc de simples sots si nous nous laissions prendre aux lamentations hypocrites des Boches. Ces derniers ont droit à la justice, non à la pitié. M. Lloyd George a dit excellemment : « la paix doit être une paix juste, mais sévèrement juste, inexorablement juste ». Sachons nous en souvenir ! N'oublions pas surtout que les cyniques pillards qui font appel à notre pitié sont ceux qui écrivaient en février 1915 : « Ce que l'Allemagne a économisé et gagné dans cette guerre économique, menée avec un savoir faire tout commercial (sic), peut se chiffrer encore à 6 ou 7 nouveaux millions de marks par jour, de telle sorte que le bénéfice global que l'empire allemand a réalisé derrière son front occidental depuis le commencement de la guerre — n'oublions pas que nous ne sommes qu'au début de 1915 ! — peut être estimé à plus de deux milliards de marks ; puissante victoire pour l'Allemagne dont elle ménage et accroît ainsi la force économique ! Ecrasante défaite pour l'ennemi, dont elle éprouve toute la productivité financière dans les territoires qu'il a perdus à notre profit ! » (GANGHOFFER).

Ce même Ganghofer, s'extasiant devant le savoir faire des officiers voleurs, ajoute plus loin : « L'heureuse transformation qui s'est accomplie à notre profit m'a été caractérisée par un officier allemand de grade élevé qui me disait, à St-Quentin, ces paroles plaisantes (!) et profondes (!!) : C'est curieux tout ce que l'homme peut apprendre. Je suis pourtant un officier de la Garde, de Postdam. Maintenant je tiens un commerce de bois et de laine (volés, évidemment !), et avec succès ! »

N'est-ce pas que ces sinistres bandits ont bien droit à notre pitié !...
L'heure n'est pas aux récriminations quand la France est en liesse à la suite des visites successives des chefs d'Etat qui échangent des promesses pour l'avenir.

On nous promet que cet avenir ressertera l'union des peuples qui ont appris à s'aimer, et nous le croyons. Mais les paroles ne sont que des paroles ! Quelques actes qui per-

mettraient à notre pays de reprendre son essor industriel et commercial feraient plus pour atteindre ce résultat que les meilleurs discours.

Clemenceau, s'élevait véhémentement un jour contre les paperasses qui entravaient la vie économique de notre pays. Il avait mille fois raison. Mais son énergie n'a pu triompher des funestes habitudes des Bureaux qui compliquent à plaisir les choses les plus simples et qui s'emploient de leur mieux à retarder la reprise du commerce et de l'industrie, reprise si nécessaire pour deux raisons. D'abord parce que nous sommes tous les jours un peu plus distancés par les autres nations qui déjà préparent la conquête des marchés internationaux ; ensuite parce que la cherté de la vie ne fera que croître et embellir aussi longtemps qu'on entravera le fonctionnement de nos usines, la baisse des prix ne pouvant être que la conséquence de la multiplicité des offres qui se produira seulement quand les usines fonctionneront.

Il est, par exemple, toute une catégorie de mobilisés qui rendraient d'incalculables services à l'arrière, qui sont totalement inutiles à l'Etat, depuis plus d'un mois, et qu'on conserve précieusement, néanmoins, jusqu'à ce que les dossiers qui les concernent soient bourrés, à en crever, de pièces... inutiles !

Tel est le cas de la plupart des mécaniciens employés dans les usines de munitions, d'autos, ou autres. Dès le milieu de novembre, ces mobilisés ont eu leur travail interrompu. Il en est qui se morfondent, depuis lors, dans une inaction totale.

En ce qui concerne l'imprimerie et les journaux, par exemple, l'Office National de la Presse, transmettait aux employeurs (il y a un mois) une note disant : Donnez-nous le nom des spécialistes employés dans vos usines en 1914, nous espérons les faire rendre à l'industrie dans les trois jours. L'Office comptait sans M. Le Bureau qui tient à constituer les dossiers. Les enquêtes se poursuivent, les dossiers s'entilent, les spécialistes sont totalement inoccupés et les usines de l'arrière ne fonctionnent pas ou mal. Ah ! M. Clemenceau, vous que toute la France admire et vénère, songez qu'un acte énergique ferait plus, dans l'intérêt du pays que certains de ces inutiles discours dont on abreuve la nation, ou que la formation de ces formidables dossiers qu'on constitue pour les fermer à jamais, qu'on ne touchera plus que pour les envoyer au pilon !...

Où est pour l'Etat le bénéfice de conserver des activités inutiles, qui seraient si nécessaires au réveil industriel et commercial du pays ?
A. C.

M. Wilson est notre hôte

Depuis samedi, M. Woodrow Wilson est l'hôte de Paris ! Celui qui fut la voix de la Justice, qui formula pour le monde la charte de notre juste cause, est parmi le peuple qui, pendant plus de quatre ans a consenti tous les sacrifices pour vivre libre. Il a sous les yeux Paris qui porte encore les traces des coups des barbares.

Lui-même, dans sa réponse au Président Poincaré vient de dire : « Jamais jusqu'alors la guerre n'avait revêtu un aspect aussi terrible, ni dévoilé plus nettement l'influence avilissante d'ambitions illégitimes. Je sais que la contemplation des ruines créées par les armées des Empires Centraux, m'inspirera la même répulsion et la même profonde indignation que ressentent en leur cœur les peuples de France et de Belgique, et j'apprécie comme vous, Monsieur le Président, la nécessité de prendre, en décidant des résultats de la guerre, des mesures telles que non seulement ces actes de terreur et de spoliation seront flétris, mais que l'humanité entière restera avertie qu'aucun peuple ne pourra oser de pareils outrages sans encourir la certitude d'un juste châtiement. »

Il verra notre sol ravagé, nos ruines et nos misères.
L'accueil enthousiaste que nous lui faisons est fait de toute notre admiration pour sa loyauté, et de toute la reconnaissance que vous lui devez, mères dont il a sauvé les enfants,

soldats dont il épargna la vie, civils auxquels il évita tant de privations par son intervention dans le conflit, par ses paroles et par ses actes.

Quand il retournera à la Maison-Blanche, les yeux encore éblouis, les oreilles encore remplies du bruit de nos acclamations, il pourra dire qu'il sait que la France n'est pas ingrate et que lui et son peuple sont aimés chez nous comme s'ils étaient de notre propre sang.

INFORMATIONS

M. Wilson en France

Paris a fait une réception grandiose au Président Wilson. La foule immense qui se pressait sur le parcours du cortège officiel n'a cessé d'acclamer le grand citoyen américain et de féter Mme Wilson dont la voiture disparaissait sous les fleurs.

Au déjeuner offert à l'Élysée, MM. Poincaré et Wilson ont porté des toasts qui furent longuement applaudis.

Notons cette déclaration bien catégorique du Président Wilson concernant le châtiement des Barbares.

« Je suis certain que les destructions perpétrées par les armées des empires centraux me feront éprouver la même horreur et la même indignation profonde que celle dont les cœurs frémissent en France et en Belgique, et je suis convaincu comme vous, monsieur le président, de la nécessité d'insérer dans le règlement final des problèmes de la guerre des dispositions qui, non seulement seront la condamnation de pareils actes de terreur et de spoliation, mais qui feront comprendre à tous et en tous lieux qu'ils ne peuvent être risqués sans la certitude d'un juste châtiement. »

Dimanche M. Wilson s'est rendu à l'église américaine où il a assisté à l'office religieux. Puis il est allé au cimetière de Picpus où il déposa une couronne sur la tombe de Lafayette.

Dans l'après-midi M. et Mme Wilson ont rendu visite à M. et Mme Poincaré et au temple américain où ils ont assisté au service militaire.

Sur le passage du Président américain la foule très nombreuse poussait de vives acclamations.

Le Président et Mme Wilson, M. Poincaré et Mme Poincaré se sont rendus à 3 heures à l'Hôtel-de-Ville. M. Mithouard, président du Conseil municipal, M. Aufrant, préfet de la Seine ont souhaité la bienvenue à M. Wilson qui les a remerciés, au milieu des acclamations des assistants.

Un champagne d'honneur a été servi et des toasts de cordiale sympathie ont été portés par M. Mithouard.

Après la réception de l'Hôtel-de-Ville, M. Wilson s'est rendu chez M. Clemenceau avec lequel il a conféré. M. Wilson a quitté Paris mardi pour visiter l'ancien front de bataille.

Le maréchal Foch à Trèves

D'après certains journaux, le maréchal Foch, accompagné de quarante officiers, se serait rendu à Trèves, à l'hôtel de la Poste, où loge la commission allemande. Cette information est inexacte. Le maréchal Foch et l'amiral Weymss sont arrivés à Trèves accompagnés de six officiers. Le maréchal Foch a convoqué les plénipotentiaires allemands dans son train, où les questions concernant la prolongation de l'armistice ont été réglées.

L'assassinat de Langensalza

On nous communique la note suivante :

Le rapport des délégués de l'ambassade d'Espagne à Berlin sur leur visite au camp de Langensalza vient d'être transmis au sous-secrétaire d'Etat de la justice militaire. Il résulte de ce rapport que neuf Français ont été tués et huit blessés.

Voici les noms des décedés : Jean-Antoine Paoli, Albert Gibault, Jean Arabeure, Arthur Richard, Léopold Belmar, Abomey Cognon, Maurice Lagneau, Henri Choquet, Jean-Baptiste Prunnet.

Les blessés sont les suivants : Roger Birhens, Eugène Beau, Elie Hittally, Auguste Jean, Maurice Jean,

Marcel Pilorger, Paul Roy, Jean Privat.

Aucun des blessés n'est en danger. Les prisonniers français dont les noms sont donnés ci-dessus ont été assassinés, sans aucune provocation, par les gardiens allemands du camp de Langensalza au moment où ils allaient être libérés.

La navigation reprise sur le Rhin

On peut maintenant naviguer librement sur le Rhin. La navigation se fait sous le contrôle d'une commission interalliée de la navigation qui se tient à Cologne et qui a des représentants à Duisburg, Emmerich, Strasbourg et Mannheim. Un commissariat a été créé à Cologne par le gouvernement allemand.

Grèves à Berlin

On mande d'Amsterdam qu'à Berlin 350.000 ouvriers se trouveraient en grève à la suite de la propagande bolchevik en faveur de la grève générale. Aucune entrave n'est apportée à ce mouvement par le gouvernement.

La Conférence de la Paix

Nos représentants, à la Conférence de la Paix, seront : MM. Clemenceau, Léon Bourgeois, Pichon, maréchal Foch, auxquels sera très probablement adjoint M. André Tardieu.

Ajoutons que, d'après un bruit qui circule, en prévision du temps que lui prendront les travaux de la conférence, M. Clemenceau aurait l'intention de confier le portefeuille de la guerre à un nouveau titulaire, qui serait probablement un député radical, ne gardant pour lui que la présidence du Conseil.

Le droit d'occuper Hélioland

Au cours des négociations à Wilhelmshaven avec les officiers allemands, l'amiral anglais a rappelé que les Anglais se réservaient le droit d'occuper Hélioland, si les conditions de l'armistice ne sont pas complètement exécutées. Des quatorze sous-marins allemands qui étaient à Pola, treize sont rentrés en Allemagne. Un a été coulé.

Le Président du Portugal assassiné

M. Sidonio Paes a été assassiné dimanche, alors qu'il venait d'arriver à la gare pour prendre un train à destination de Porto, où il devait présider un banquet offert par la chambre de commerce.

M. Paes a essuyé plusieurs coups de revolver et a été atteint au cou par trois balles.

Le Président a succombé au poste de secours où il avait été transporté. L'agresseur, un jeune homme, aurait été mis à mort par la foule. Un autre individu a été arrêté.

La cravate du brillant second

On mande de Berlin que d'après le Pestl Hirtap, la haute cour militaire de Vienne annonce que, pendant la guerre, 11.400 habitants furent condamnés à mort par les tribunaux militaires et exécutés.

Ces exécutions eurent lieu presque toutes sous le règne du sinistre François-Joseph. Sur ce terrain, ce brillant second était bon premier.

Attentat contre M. Albert Sarraut

Nous avons reçu une dépêche de Paris-Télégrammes annonçant que M. Albert Sarraut, gouverneur de l'Indo-Chine, qui présidait dimanche l'inauguration de la foire d'Hanoi avait été victime d'un attentat. Nous avons fait aussitôt afficher cette dépêche en ville.

C'est un certain Desvignes, ancien agent temporaire des services civils congédié en raison de sa conduite, qui pour se venger tira trois coups de revolver sur M. Sarraut qui fut atteint par une balle dans le flanc droit.

La balle a été extraite peu après l'attentat et on dit que l'état de santé du gouverneur de l'Indo-Chine est aussi satisfaisant que possible.

CHRONIQUE LOCALE

IMPUDENCE !

Les soi-disant démocrates dépassent les bornes de l'inconscience et du cynisme. Ces gens-là ne doutent de rien. Ils ont demandé une prolongation de l'armistice pour pouvoir remplir les conditions qui leur ont été imposées.

Cette prolongation leur a été accordée : il est possible, en effet, que matériellement, les Boches n'avaient pas le temps de remplir entièrement ces conditions. Les Alliés ne demandent pas l'impossible.

Il est probable que si les Boches avaient été vainqueurs, ils n'auraient pas montré autant de bienveillance à l'égard des vaincus !

C'est certainement en raison de cette bienveillance des Alliés que les Boches ne cessent de demander, de supplier qu'on adoucisce les conditions imposées.

Et le triste sozio Ersberger, l'obséquieux et plat valet du Kaiser se fait l'interprète de ses camarades : « Paix sur la terre ! » crie ce misérable aux Alliés.

Mais ce cri « Paix sur la terre » signifie pour ce démocrate à la manquette, pitié et pardon pour les Boches. « Ne laissez pas des femmes et des enfants souffrir plus longtemps de la faim. Nous savons que vous êtes en situation de prêter secours si vous le voulez. »

« N'enlèvez plus à l'ouvrier, par la continuation d'un blocus désormais tout à fait inutile, la possibilité de gagner son pain par son labeur pacifique. Sans quoi, devant le jugement de l'histoire, vous vous exposeriez aux reproches de n'avoir pas laissé diriger vos actes par les seules nécessités de la guerre. »

Non, l'histoire ne portera jamais un jugement sévère contre les alliés : ce ne sont pas eux qui ont souillé, tué des femmes et des enfants, qui ont détruit des usines, emporté tous les outils des ouvriers belges et français.

Il faut que le boche Erzberger ait un rude aplomb pour tenir un pareil langage. Mais il ne s'en tient pas là. Il réclame « qu'on rende le plus tôt possible à leurs familles, dans l'intérêt de l'humanité, les prisonniers de guerre qui se trouvent entre les mains des Alliés. »

Dans l'intérêt de l'humanité ! Etait-ce dans l'intérêt de l'humanité, qu'ils maltraitaient nos prisonniers, qu'ils enfermaient dans des cages en fer, les attachaient à des poteaux, les frappaient à coups de bâton, les faisaient servir de bêtes de somme, les affamaient, les assassinaient ?

Demandez aux prisonniers qui viennent de rentrer d'Allemagne si Erzberger et ses camarades étaient des humanitaires, quand le jour même de l'armistice, par ordre, les sentinelles firent des coups de fusil sur les prisonniers libérés.

Mais ce qui mérite d'être retenu dans le facium du valet de Guillaume, et ce qui montre l'abjection de ce boche, c'est ce cri à la pitié : « Messieurs les Alliés, nous approchons de la fête de Noël, de la fête de la paix !... Puisse l'esprit de réconciliation de la fête de Noël diriger nos travaux de telle sorte que nous arrivions vite à ce but : Paix sur la terre ! »

Noël ! Mais c'était le jour fixé par le Kaiser pour l'entrée des Boches à Paris.

A Noël, en 1914, les Prussiens devaient réveiller à Paris, éclairés par les incendies des maisons. Est-ce ce Noël que le sinistre Erzberger invoque pour toucher la pitié des Alliés ?

En vérité, ceux qui prennent en considération les appels des immondes bourreaux qui ont porté la mort et la ruine dans le monde sont bien coupables. Mais, heureusement, en France, les Bolcheviks sont l'infime minorité, bien qu'ils soient encore trop !

Citations à l'ordre de l'armée

L'Officiel publie les citations suivantes à l'ordre de l'armée :
Merville Emile, adjudant à la 6^e compa-

gnie du 7^e rég. d'infanterie: excellent sous-officier. La progression de notre première vague d'assaut, étant arrêtée par le feu d'une mitrailleuse, s'est offert spontanément pour la capturer, a réussi à l'enlever et à capturer le tireur. Une citation.

Decaunes Pierre, soldat de la 5^e compagnie du 7^e rég. d'infanterie: volontaire pour toutes les missions périlleuses; le 17 juillet 1918, a sauté le premier sur un groupe de mitrailleurs allemands qui gênaient la progression de la première vague d'assaut et a réussi, avec trois camarades qu'il avait entraînés, à capturer une mitrailleuse. Une citation.

Nos bien vives félicitations à ces vaillants.

Citation à l'ordre du jour

Notre compatriote, Louis Dubernard, maréchal des logis, a été cité pour la deuxième fois en ces termes :

« Très bon chef de pièce. A fait preuve de beaucoup de courage et de calme pendant l'attaque allemande du 15 juillet 1918. Blessé à son poste de combat. »

Félicitations à ce brave qui est originaire de Figeac.

Croix-Rouge Américaine

La déléguée de la Croix-Rouge américaine du département du Lot reçoit l'avis que les services dont elle assure la direction cesseront de fonctionner à la date du 31 décembre.

Les réfugiés, à partir de cette époque, devront exclusivement s'adresser au Comité Départemental de la Croix-Rouge américaine, Cahors.

Avant le 31 décembre présenter, en vue du règlement, les factures, comptes ou mémoires au siège de la Croix-Rouge américaine, Hôtel des Ambassadeurs, Cahors.

Le 17^e corps en territoire allemand

C'est le 12 décembre que le général Fergusson, commandant le 17^e corps d'armée et gouverneur du territoire allemand pour la durée de l'occupation, prit possession de son commandement à Cologne, chef d'importance si l'on veut bien songer que la ville et son agglomération englobent 11.000 hectares, 4.000 de plus que Berlin.

M. Wilson en France

Comme nous l'avions mentionné dans notre dernier numéro, Cahors a fêté l'arrivée du Président Wilson en France.

Il n'y eut pas de réjouissances publiques, mais les monuments, les établissements et les maisons particulières étaient pavés.

Dans la journée, la jeune société des Boys-Scouts se rendit devant le domicile de Mrs Stuart, la dévouée et sympathique déléguée de la Croix-Rouge américaine. Une députation de boys-scouts et une mignonne fillette offrirent une gerbe de fleurs à Mrs Stuart qui fut longuement acclamée et qui se montra très émue de cette belle marque de sympathie.

Durant la journée et la soirée une grande animation régna sur les Boulevards où jeunes filles et jeunes gens se mitraillaient de... confettis. Et le soir, au Théâtre, eut lieu une brillante représentation cinématographique.

Avron Cadurcien

Sections des Boy-Scouts et d'Education physique

Les Cours des Boy-Scouts et d'Education physique, sous la direction de M. Pinard, auront lieu, tous les mercredis soir de 20 à 21 heures et le dimanche matin de 10 h. à 11 h.; les séances pourront être renvoyées les jours de sortie.

Les cours auront lieu les jours et heures indiqués à la salle de gymnastique (ancien Palais de Justice, Place des Petites Boucheries).

Les parents qui désiraient faire inscrire leurs enfants peuvent se présenter à cette salle les jours de réunion.

Les parents des élèves sont autorisés à assister aux séances.

Compatriote

Notre compatriote Joseph Gaillard, ancien élève du Lycée Gambetta, inspecteur des Contributions Indirectes à Bordeaux, actuellement mobilisé, est nommé chef des services des Contributions Indirectes à Strasbourg.

Nos félicitations à notre excellent compatriote qui compte à Cahors de nombreux amis.

Conseil municipal

Séance du 16 décembre 1918

Le Conseil municipal s'est réuni lundi soir à 8 heures 1/2, sous la présidence de M. Carlin, premier adjoint.

Etaient présents: MM. Carlin, Gayet, Dulac, Teysnières, Ressi-guier, Duranc, Caillaud, Arnaudet, Paubert, Gibert, Matrières.

M. le Maire informe le Conseil, que M. Clemenceau, président du Conseil, adresse ses remerciements pour le témoignage de sympathie, d'admiration qui fut voté par le Conseil municipal.

Un vœu demandant au Président du Conseil le maintien à Cahors de l'usine de guerre, est adopté.

Le Conseil renouvelle leur mandat aux membres de la Caisse d'épargne municipale.

Une somme de 30 francs à titre d'indemnité de vie chère est accordée aux cantonniers cantonniers.

Le Conseil s'associe au vœu émis par le Conseil municipal d'Yssengeaux tendant à ce que le Rhin soit rendu à la France.

MM. Dulac, Duranc, Paubert sont désignés membres de la Commission chargée de la révision des listes électorales.

Le budget de l'exercice 1918 est adopté, ainsi que le budget de l'Hôpital-Hospice.

La séance est levée à 9 heures.

ADRESSE A M. WILSON

M. le Maire propose de voter l'adresse suivante au Président Wilson à l'occasion de son arrivée en France :

« Le Conseil Municipal de Cahors, ville natale de Léon Gambetta, réuni en séance publique le 16 décembre 1918, adresse à M. Wilson, Président de la République des Etats-Unis, le modeste hommage de sa reconnaissance pour le haut apogée qu'il apporta aux légitimes revendications de la Patrie Française et l'expression de sa profonde admiration pour l'énergie qu'il déploie dans la défense des intérêts de l'humanité. »

A l'unanimité, cette adresse est votée.

Les Cambrioleurs

Messieurs les cambrioleurs sont en plein travail, à Cahors. Ils opèrent assez régulièrement et on peut même dire, en toute tranquillité. Qu'ils ne se leurrent pas: ça ne durera pas. La justice aura sa revanche.

On dit: « Ce n'est pas étonnant: il y a tant d'étrangers à Cahors! » On a tort de parler ainsi, car il faudrait peut-être chercher les coupables ailleurs que parmi les étrangers.

Mais ceci ne nous regarde pas. Ce qui est certain, c'est que les malfaiteurs ont beau jeu d'opérer, car, comme l'écrivit notre excellent confrère de la Dépêche: « Dans notre ville, dès 8 heures et demie du soir, pas un seul bec de gaz n'est allumé. »

Dans ses Mémoires M. Goron, ancien Chef de la Sûreté à Paris, affirme que plus il y a de lumière dans une ville, moins on constate de vols, de crimes: et il recommandait de mettre de la lumière durant toute la nuit.

M. Goron qui s'y connaissait en matière de police mériterait bien d'être écouté à Cahors.

Mais comment faire pour suivre un tel conseil? Pas d'éclairage, parce qu'il n'y a pas de charbon: et s'il n'y a pas de charbon, c'est parce que les transports ne peuvent être assurés.

Triste perspective, durant cet hiver qui commence à poindre! Les Chevaliers de la pince doivent faire des vœux pour que les wagons restent en gare de Cahors, que les camions dortent pas de la fabrique, que le ou les bateaux ne quittent pas le chenal où ils se balancent mollement sur les eaux peu claires du fleuve Lot!

Vol

Un nouveau cambriolage a eu lieu dans le quartier de la Gare, chez M. Farges, chiffonnier en gros.

Les malfaiteurs ont pénétré dans les bureaux en décapant les volets à l'aide d'une scie droite et puis en brisant les carreaux de la fenêtre.

Malgré les minutieuses recherches auxquelles les cambrioleurs se sont livrés, recherches qui laissent leurs traces, ils n'ont pu rien emporter.

C'est du moins ce que M. Farges et la police pensèrent tout d'abord; mais, par la suite, on s'aperçut qu'une barrique de vin qui aurait dû se trouver pleine aux trois quarts était vide.

Cette circonstance pourrait ne pas être mise légitimement sur le compte des cambrioleurs et l'on pourrait se trouver en présence de deux affaires distinctes.

Le Costume du Kaiser

Ce pauvre Guillaume! Il se tracasse! Et savez-vous ce qui l'embarrasse? Il s'est dit: « Comment vais-je m'habiller? Comment pourrais-je encore briller? Pas en Kaiser, c'est n'est plus possible. Pour le moment, c'est n'est pas sortable. C'est costume-là, j'ai le serger. J'y pourrais peut-être, le réparer. En Turc, en Austro, en Bulgare? Il m'est venu à l'esprit de crier: Gare! En Russe, en prince, en Bolchevik? Ce ne serait pas assez chic. En Roi de Judée, en Prophète? J'ai craint que l'on ne se paye ma tête. En général, en Amiral? Certains diraient que ça m'va mal. Je connais bien les convenances, j'ai toujours saisi les nuances. Mais j'ai manqué à ma collection. Le costume de ma situation. »

Ah! Guillaume, l'inquiète pas de ça. Ce costume-là, tu l'auras, C'est la casaque du forgeron. Wilson lui-même te le mettra. Et tout le monde applaudira!

Théâtre de Cahors

Judi 19 décembre: Perchoot, avec le concours de Mlle de Loty, l'exquise chanteuse des Variétés de Paris.

Prix des places, droits compris: loges fermées, 3 fr.; loges ouvertes, 2,50; fauteuils et parquets 1,10; parterre, 0,75; seconde, 0,60.

En matinée, réduction pour les enfants.

Foire du 14 décembre 1918

La foire du 14 décembre a été assez importante. Les cours des animaux et des diverses denrées ont été les suivants:

Bœufs gras, de 85 à 90 fr. les 50 k.; vaches grasses, de 75 à 80 fr. les 50 k.; bœufs de travail, de 2000 à 2600 fr. la paire; vaches de travail, de 1600 à 2000 fr. la paire; porcelets, de 35 à 100 fr. pièce, selon grosseur; moutons gras, 2 fr.; agneaux 2,10 le 1/2 k. brebis d'élevage, de 80 à 90 fr. pièce suivant grosseur et qualité.

Marché. — Poules grasses, 2,30; poulets, 2,50; dindes, 2,30; canards, 2,30; lapins 1,50, le tout le 1/2 k.

Oufs, 4,20 la douzaine. Oies grasses, 4,25; canards 4,20; foies gras, 8,50, le tout le 1/2 k.

Halle. — Blé, néant; maïs, néant; pommes de terre, néant.

Les marks rapportés par les prisonniers

Les prisonniers de guerre appartenant à l'armée française rapatriés, actuellement permissionnaires, en congé de convalescence ou libérés, qui auraient encore des fonds allemands en leur possession, numéraires et papier, sont invités à se présenter pour les changer à partir du 14 décembre et avant le 20 décembre inclus, délai de rigueur, dans les dépôts de corps de troupes.

La liste des dépôts est affichée dans tous les bureaux de poste.

Ils seront munis de pièces attestant leur situation de prisonniers de guerre rapatriés. L'échange portera sur les espèces suivantes:

- Billets de la Reichsbank, de la Reichskasse et des Darlehnskassen;
- Monnaies métalliques, y compris la monnaie de fer et de zinc;
- Bons de camps;
- Reconnaissance de dettes remises en représentation du montant du pécule.

Figeac

Sous les auspices du comité « l'Effort de la France et des Alliés » et sous la présidence de M. le Sous-Préfet de Figeac, M. le Lieutenant Raymond, chevalier de la Légion d'honneur, fera, le mercredi 18 décembre, à huit heures du soir, salle du théâtre, une conférence ayant pour sujet « Les Soldats de la Victoire ».

Le Lieutenant Raymond, qui a fait toute la campagne et qui a été décoré sur le champ de bataille, retracera cette lutte gigantesque si brillamment couronnée par notre éclatante victoire.

Nul doute que la population figeoise ne tienne à cœur d'assister à cette conférence et d'accueillir comme il le mérite ce brillant officier.

Gourdon

Notre jeune compatriote, Emile Grangé, fils du sympathique conseiller municipal de notre ville, vient d'être définitivement reçu licencié en droit avec la mention assez bien.

Nos félicitations au jeune licencié.

Etat-civil du mois de novembre 1918. — Naissances: Marie-Louise Clavel, à Marty; Marie-Louise Pons, au Mas-de-Guzou; André-Henri Pezeret, aux Four-niers; Bourret Charles, avenue Cavagnac; Calès-Roland, à Prouilhac.

Mariage: Romain Le Guer, comptable, 39 ans, de Bordeaux et Marie-Noémie Soulié, sans profession, 31 ans, à Gourdon.

Décès: Cassagnes Jean, cultivateur, 48 ans, au Colombié; Delgal Gabrielle, sans profession, 81 ans, épouse Jach, au Debat; Courbès Léonard, cultivateur, 67 ans, à Dregoulens; Dumont Archat, retraité, 71 ans, avenue Larroumet; Robat Marie, sans profession, 76 ans, veuve Gautié, hôpital.

NOS DEPECES

Paris... 13.10
Cahors... 15.30

Le fil direct continué à être extra-rapide!!!

La journée de M. Wilson

En raison du mauvais temps, M. Wilson n'est pas allé à Senlis aujourd'hui.

Ce soir il dînera avec le Président Poincaré à l'ambassade américaine.

Le casque du soldat

Au Conseil des ministres, Clemenceau a fait signer un décret donnant à chaque officier ou soldat, appartenant ou ayant appartenu aux armées un casque avec l'inscription de son nom, de son grade et la phrase « soldat de la Grande Guerre 1914-1918 ».

Les familles des militaires décédés obtiendront ce casque.

Le roi d'Italie en France

Le Conseil des ministres a décidé que jeudi serait considéré comme jour férié pour les administrations à l'occasion du voyage du roi d'Italie en France.

Paris, 14 h. 25.

AU PORTUGAL

Le nouveau Président

De Lisbonne: L'amiral Canto I Castro a été élu Président de la République portugaise.

AVIS DE DECES

Les familles CHABERT, OLIVIER, CARPE BASTIT ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte douloureuse qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Monsieur Jean CHABERT

Marchand Tailleur
décédé le 16 décembre 1918, à l'âge de 59 ans, en son domicile, 67, boulevard Gambetta.

Les obsèques auront lieu en l'église Cathédrale, le mercredi 18 décembre à 9 h. 1/2.
Réunion à la maison mortuaire.



Mon Journal

LE MAGAZINE PRÉFÉRÉ DES ENFANTS

« Mon Journal », met à la portée des enfants les événements actuels par le texte et par l'image. Avec ses vivants romans sur la guerre, ses anecdotes sur nos vaillants soldats, ses traits d'héroïsme des armées alliées, il compose le recueil de l'avenir, où les jeunes générations trouvent, après celles-ci, des exemples dignes de ceux immortalisés par Plutarque.

ABONNEMENTS

FRANCE Un an... 10f. Un an... 12f.
ÉTRANGER Six mois... 5,50 Six mois... 6,50

FROMAGES

Suis acheteur par mois: 1000 kil. Roquefort, 500 caisses Camembert, bleu Cantal, demi-sel et autres. 2000 k. beurre fin et œufs. QUIGNON, gros, Halles, Nancy.

Bois de Chauffage, Ormeau

Scié à domicile.
25 fr. le stère.
Scierie de la Gare (près de l'Usine à Gaz).

AVIS

Les personnes désirant encore faire distiller leurs vendanges peuvent s'adresser du 25 au 31 décembre, chez M. Contival à Laroque-des-Arcs.

ETUDE

DE
M. Etienne CADIERGUES
DOCTEUR EN DROIT
NOTAIRE A FIGEAC (LOT)

Première publication

Suivant contrat passé devant M. Eugène Andrieu, ayant suppléé M. Etienne Cadiergues, notaire à Figeac, mobilisé, le dix décembre mil neuf cent dix-huit, M. Louis Vila, maître d'hôtel demeurant à Figeac, tant en son nom personnel qu'aux noms et comme mandataire de M. Jean Combalidieu-percepteur des contributions directes demeurant à Gimont (Gers) et de Mme Marguerite Combalidieu sans profession épouse de M. Jean Arrecros propriétaire avec lequel elle demeure à Lacasse, a vendu à M. Léon-Antoine-Germain Ratié, maître d'hôtel et Mme Henriette-Ernestine Lepreux mariés demeurant ensemble à Paris, rue Durantin n° 40, le fonds de commerce d'hôtellerie qu'il exploitait à Figeac, allée Victor Hugo, sous le nom de « Grand Hôtel Moderne, Vila, et Hôtel des voyageurs » comprenant: la clientèle et l'achalandage, l'enseigne et le nom commercial, les différents objets mobiliers, matériel et ustensiles servant à l'exploitation et les procédés de fabrication de pâtés et conserves.

Domicile à été élu pour les oppositions, à Figeac en l'étude de M. Cadiergues notaire.

Avis est donné qu'en exécution de l'article 3 de la loi du 17 mars 1909, les créanciers du vendeur devront, pour conserver leurs droits, former opposition au paiement du prix entre les mains des acquéreurs, au domicile sus indiqué, dans les dix jours de l'insertion qui renouvellera la présente.

Pour premier avis: L. RATIÉ.

Le propriétaire-gérant: A. COUESLANT.

BOUILLON LUX

Extrait pur de viande et de légumes
Se trouve dans toutes les Maisons d'Alimentation
GROS: Etablissements LUX, 58, rue Riquet, Toulouse

SONT CONSTIPÉS

LES PILULES DUPUIS

Laxatives, Antiglaireuses, Antibiliaires, Dépuratives

sont incomparables dans tous les cas de constipation. Elles se prennent en mangeant sans modifier l'alimentation ou les habitudes; elles ne donnent jamais de coliques; elles font toujours de l'effet, parce que le corps ne s'en fatigue jamais.

Dans toutes les pharmacies, en boîtes de 2 francs (impôt compris) portant une étoile rouge (marque déposée) sur le couvercle de la boîte et les mots « Dupuis Lille » imprimés en noir sur chaque pilule de couleur rouge.

LES ETABLISSEMENTS LUX 58, rue Riquet, TOULOUSE demandent dans chaque chef-lieu de DÉPARTEMENT et dans chaque ARRONDISSEMENT, un Représentant bien introduit dans l'ALIMENTATION.

LA GRANDE ÉPREUVE

PAR
M. DESCHAMPS

CHAPITRE III
LA VOIE INCERTAINE
(Suite)

Les épreuves y sont nécessaires; elles vous feront meilleur, plus humain, plus humble encore et elles développeront en vous la dignité, la volonté, la magnanimité et le vrai mérite.

Votre vie n'aura pas été inutile si elle vous a acheminé vers un but, quand même vous n'avez pas atteint ce but.

Alors, que faire pour me défendre contre le désespoir?

— Espérer et travailler. Il n'y a que le travail qui ne trompe jamais. Donnez à votre père, avec un acharnement infatigable, toutes les satisfactions qu'il peut espérer de vous.

Soyez soumis, dévoué, tendre, attentif. Obligez-le à vous demander un jour: « Que pourrais-je donc faire pour te récompenser de ta vertu et des joies que tu me procu-

res? » Et vous lui répondrez alors: « Mon père, vous le savez, faites le bonheur de ma vie, laissez-moi épouser la jeune fille dont je vous ai parlé jadis. »

Un père se lasse vite de tenir dans sa main la clef du bonheur de son fils et de la lui dérober.

Si des embarras et des complications d'intérêts l'obligent, actuellement, à vous conseiller un mariage qui simplifierait ces embarras, mettez-vous hardiment à les conjurer. Mettez-vous au travail, mon ami, essayez de vous persuader que le travail est la plus douce des consolations et la meilleure des distractions; travaillez avec frénésie, avec rage et vous verrez comme les jours consacrés à une tâche utile sont rapides et pleins d'enchantement.

L'attente sera profitable à Madeleine aussi; elle lui permettra de se hausser à des hauteurs auxquelles elle n'a pas su atteindre encore.

Il y a toujours, en nous, des scories qui disparaissent dans le creuset du temps.

François Delaunay sortit de l'antre du brave père Pascal rasséréné et moins tourmenté.

Une agitation extraordinaire régnait dans la rue, à laquelle il ne prit pas garde.

Des hommes, réunis par groupes, lisaient attentivement des dépêches. Le bourrelier, le cordonnier et l'épicier étaient sortis de leurs ate-

liers et de leur boutique et s'inversaient avec un air consterné.

François songea aux bruits de guerre qui se faisaient chaque jour plus accablants.

Une gêne paralysait déjà l'activité du village.

Un effroi régnait qui tenait en suspens les projets et les décisions.

Depuis plusieurs jours le jeune homme n'avait pas ouvert un journal. Ses agitations intérieures suffisaient à le combler d'inquiétudes et il s'évadait volontairement des autres soucis.

— M. François, en cas de guerre, est-ce que vous partiriez?

Un passant venait de lui poser cette question dictée par un intérêt de cœur familial.

— Oui, répondit-il, le deuxième jour.

— Hélas! dit une femme que la terreur rendait blême et faisait trembler.

Le jeune homme se mêla aux groupes, apprit qu'un assassinat politique avait été commis à Paris; qu'on craignait un soulèvement populaire; que la Russie massait déjà des corps d'armée sur la frontière de l'Aulriche; que l'Angleterre nous montrait de la sympathie.

François Delaunay s'éloigna des groupes effarés en songeant: « Bah! on nous a tant de fois déjà bernés avec ces préparatifs de guerre, avec ces crises politiques qui renaissent

chaque année, que je n'ai pas à m'en inquiéter.

Il se dirigea vers l'atelier de Gerbier sous le prétexte de demander au serrurier la facture des réparations qu'il avait effectuées à sa machine.

La forge était solitaire. Les ouvriers s'étaient dispersés et le patron lui-même était allé aux nouvelles, à la mairie.

Dans la rue, le petit Albert, coiffé d'un bicorne de papier et armé d'une latte, sonnait du clairon dans son poing porté à la hauteur de sa bouche et conduisait une bande de gamins à l'assaut d'un talus.

Les enfants joièrent à la guerre.

La petite Simone interrompit ses fonctions d'infirmière préposée au pansement des blessés pour venir offrir son front au jeune homme qui lui effleura la joue d'une caresse de sa main en disant:

— Bonjour, mignonne, tu t'amuses?

— Oui, monsieur François, je remets les bras et les têtes cassées.

Madeline était venue au-devant de lui, elle pâlit en remarquant l'air de gravité dont était empreint son visage. Elle devina tout de suite qu'elle allait souffrir, que son amour était menacé.

Elle le questionna, anxieuse.

— Vous avez parlé de moi à votre père?

Il fit un signe affirmatif de la tête et demoura pensif et triste.

Il n'était pas nécessaire qu'il lui dise le résultat de l'entretien. Il était certain que ce résultat n'était pas conforme à leurs vœux. Madeline s'affaissa sur un banc de pierre adossé à la façade de la maison et demeura muette, sans voix, agitée d'un tremblement de tous ses membres.

La petite Simone, en lui voyant ce visage défait et égaré accourut, se jeta dans ses bras en criant:

— Qu'est-ce que tu as, Madeline, ma petite maman, qu'est-ce que tu as?

Puis se dressant comme un petit coq en face de François les deux poings serrés, le regard animé d'une flamme de bravade, elle s'écria d'une façon tout à fait comique tant elle était indignée:

— Est-ce que vous lui avez fait du mal, vous? Faut-il que j'appelle mon Albert pour qu'il nous défende?

A travers ses larmes qui, enfin étaient venues, Madeline sourit, attrista vers elle l'enfant, la couvrit de baisers:

— Ma petite, dit-elle, j'ai une grosse peine, M. François aussi, a de la peine, va l'embrasser et tu iras jouer.

— C'est à cause de la guerre alors, que vous pleurez? demanda la fillette.

— Oui, mon enfant, c'est à cause de la guerre; va soigner tes blessés.

Après le départ de la petite fille, Madeline et François demeurèrent atterrés, n'osant point se regarder de

peur d'éclater en sanglots; n'osant point parler de l'entretien. Il était effondrement par la brisure de leur voix.

Madeline avait l'intuition de ce que François avait eu besoin de lui dire, de lui enfoncer les mots un à un dans le cœur, comme autant de poignards acérés.

Elle venait d'avoir subitement la révélation que son rêve de bonheur avait été un château de cartes que le souffle de la réalité venait de détruire à jamais.

Elle avait la certitude que M. Delaunay s'opposait aux projets de son fils et elle éprouvait la sensation qu'un grand malheur venait de s'appesantir sur elle.

Il ne lui venait pas à l'esprit qu'on pourrait peut-être fléchir le père de François, réussir à l'intéresser à un amour aussi sincère et aussi touchant que celui qui unissait les jeunes gens.